

## **Le développement des TIC ou la transformation du métier de journaliste au Sénégal : Quels usages dans la Présidentielle de 2012?**

### **Résumé**

*Ce texte se veut une analyse des usages des TIC par les journalistes sénégalais, particulièrement au cours de la Présidentielle de 2012. Il s'appuie sur des données empiriques permettant de mettre l'accent sur les transformations des conditions d'exercice du métier de journaliste liées aux innovations technologiques. Il s'agit de chercher à comprendre les enjeux auxquels font face les professionnels de l'information et de la communication dans un contexte où il est de plus en plus difficile de déceler la frontière entre le journaliste « professionnel » et l'« amateur ». Il est également question de montrer en quoi les TIC entraînent une redéfinition du terme de « journalisme ». Ainsi, à travers la Présidentielle de 2012, on pose le regard sur une nouvelle façon de faire du journalisme, tout en abordant ses « apports » au processus électoral.*

### ***Introduction***

Même si le métier de journaliste consiste principalement à fournir de l'information, force est de constater que les conditions de travail diffèrent d'un pays à un autre en fonction de l'environnement et des moyens disponibles. C'est ainsi, que le journalisme au Sénégal présente des spécificités liées au contexte, politique social et économique du pays. Aujourd'hui, à l'instar de leurs confrères situés un peu partout dans le monde, les journalistes sénégalais ont accès aux TIC, à degrés divers certes mais avec des usages plus ou moins semblables. Cependant, le processus de libéralisation des médias au Sénégal ayant mené à cette évolution a été spécialement « long » et marqué par des conflits, pour ne pas dire luttes, permanents. Il est donc important de s'attarder sur les caractéristiques du champ médiatique sénégalais avant d'aborder de façon plus approfondie la question de la transformation du métier de journaliste découlant de l'appropriation des TIC ainsi que des enjeux et usages au cours de la Présidentielle de 2012.

### ***Une « difficile » libéralisation des médias<sup>1</sup>***

C'est en 1856 qu'un premier journal est imprimé au Sénégal, *Le Moniteur du Sénégal* jusqu'à imprimé en France. Auparavant, *le Bulletin administratif*, un journal perçu comme étant au service de la politique de colonisation et également imprimé en France occupait le champ

---

<sup>1</sup> Sources : Institut Panos Afrique de l'Ouest (IPAO), Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI)

médiatique sénégalais. Mais pouvait-on réellement parler d'existence de la presse et/ou du journalisme à une époque où les journaux étaient entièrement sous la main des administrateurs coloniaux ? Pour certains chercheurs sénégalais, c'est bien en 1856 que naît le journalisme au Sénégal et les années suivantes verront l'arrivée de journaux tels que le *Réveil du Sénégal* ou encore le *Petit Sénégalais* qui s'intéressaient aux préoccupations des populations, jusque-là peu traitées. Quelques uns semblaient même se donner pour mission de conscientiser les Sénégalais, comme *La Sirène Sénégalaise* qui s'est voulue défenseur des intérêts des habitants de la ville de St-Louis. Progressivement plusieurs autres journaux d'information vont apparaître (*L'AOF*<sup>2</sup>, *L'Indépendant*, *Radical Sénégalais*, *Démocratie Sénégalaise*, *La Condition humaine*<sup>3</sup>,...) en apportant une diversité dans la presse sénégalaise même si bon nombre d'entre eux sont instrumentalisés par des acteurs politiques selon leurs ambitions personnelles. En 1940, un changement majeur bouleverse le paysage médiatique. Il s'agit de l'arrivée de la radio qui fait du Sénégal le premier territoire « d'Afrique française » à disposer d'une radio. Au fur et à mesure, une presse militante va émerger, après la seconde guerre mondiale, de la volonté de mettre fin à une domination coloniale avec des titres comme *La Lutte*, *La voix de Rufisque*, etc. Une importante partie de ces journaux a été mise en place par des hommes politiques qui y voient un moyen de diffuser leur idéologie. Cependant, après l'indépendance, avec l'instauration du monopartisme par le Président Léopold Sédar Senghor, une mise en garde sur d'éventuelles dérives des médias est clairement affichée par ce dernier : « la liberté de la presse n'est pas la liberté de diffamer les citoyens, d'attenter à leur vie privée (...) je le dis clairement, il n'existe pas dans notre vie politique un quatrième pouvoir qui serait le pouvoir des journalistes et qui ferait régner sa loi pour ne pas dire sa terreur par le chantage, la délation et la calomnie »<sup>4</sup>. Quelques titres vont continuer à paraître dans la clandestinité tandis que la plupart des journaux partisans vont disparaître pour laisser le quotidien gouvernemental *Dakar matin* (appelé à l'origine *Paris Dakar* et actuellement *Le Soleil*) occuper l'espace médiatique. L'union Progressiste Sénégalais (UPS) était à l'époque le seul parti officiellement reconnu même si le pluralisme des partis était admis dans la Constitution. Plusieurs années plus tard, la presse privée dite indépendante fait ses premiers pas dans le champ médiatique avec des titres très offensifs envers l'administration en place et qui ne sont rattachés à aucun parti politique. Vers les années 1980, *Le Politicien*, le *Cafard libéré* et plus tard *Walfadjri* et *Sud Hebdo* vont être lancés. Pour la libéralisation des ondes qui

---

<sup>2</sup> *L'Afrique Occidentale Française*

<sup>3</sup> Journal créé par l'ancien Président sénégalais Léopold Sédar Senghor

<sup>4</sup> Interview de Senghor, la Gazette de la presse de la langue française, janvier 1979

permettra à des radios comme Sud FM d'émettre, il faudra attendre les années 1990 (plus précisément 1995). Quelques années plus tard, une nouvelle configuration du champ médiatique apparaît avec les progrès technologiques et l'arrivée progressive de l'Internet. Ces changements seront encore plus perceptibles durant l'événement politique majeur du pays qu'est l'avènement de la première alternance en 2000.

### *De la téléphonie mobile à Twitter, les TIC, un gage de transparence en période électorale ?*

Le rôle des médias a été jugé déterminant au cours de l'élection présidentielle de 2000, qui a abouti à la première alternance politique au Sénégal après 40 ans sous le pouvoir socialiste. Parmi les facteurs explicatifs évoqués, l'utilisation des TIC revient en premier plan et a permis aux journalistes d'exercer leur métier dans de meilleures conditions et de transmettre rapidement l'information aux citoyens. Les moyens technologiques déployés par les organes de presse, l'utilisation du fax, du téléphone portable, ou encore du courrier électronique via Internet, a contribué à renforcer la mobilité des journalistes et à assurer une couverture « en direct » des élections, notamment dans les zones les plus reculées. A titre d'exemple, les citoyens sénégalais avaient pu être tenus rapidement au courant du déroulement du scrutin dans les bureaux de vote et également eu l'occasion de témoigner directement, à travers les radios, des actions frauduleuses et même de quelques rares cas de violence. Les TIC ont ainsi permis aux journalistes d'être en contact permanent avec leurs rédactions et de favoriser, par conséquent, la transparence de ces élections. L'utilisation des TIC, particulièrement du téléphone mobile et d'Internet, par les journalistes sénégalais, s'est faite progressivement et parallèlement au début de leur « appropriation » par le monde politique, vers la fin des années 90. C'est au cours de cette période que le fichier électoral est pour la première fois mis en ligne<sup>5</sup> et que des partis politiques<sup>6</sup> commencent à créer des sites web pour une meilleure visibilité dans l'espace public lors des campagnes électorales, avec plus ou moins de réussite. Leur environnement se transformant avec une libéralisation du paysage médiatique grâce à la création de groupes de presse privés (mettant ainsi fin au monopole des médias dit d'Etat) et l'accès aux nouveaux outils technologiques, les journalistes, à l'image de tout autre acteur, ne pouvaient ignorer les mutations que cela entraînerait dans leurs pratiques professionnelles. Dès lors, les vertus associées aux usages des TIC étaient de repousser les limites spatiales et temporelles, de favoriser la prise de parole, la participation politique, etc. Comme le souligne Rémy Rieffel, « *l'innovation technique est perçue comme un moyen de donner corps à un*

---

<sup>5</sup> Le fichier électoral avait été mis sur Internet pour les élections législatives de 1998 dans le but de favoriser la transparence et d'éviter les troubles post-électorales (IPAO)

<sup>6</sup> Moins de 10 partis politiques en ligne sur un peu plus d'une soixante, avec l'initiative de militants de la diaspora

*élargissement des procédures de discussions par le biais de l'égalité, de la réciprocité et de l'échange généralisé* »<sup>7</sup>. C'est ainsi qu'en 2000, les organes de presse, notamment les plus connus tels que le groupe *Walfadjri*, *Sud Communications* ou *le Soleil*, mettent à disposition de tous leurs reporters présents dans les différents départements, des téléphones portables pour tout contact avec leur rédaction centrale, afin de palier les manques et aléas techniques relatifs à l'utilisation de téléphones fixes et télécopieurs. De ce fait, les TIC, permettent un gain de temps considérable et une économie importante sur les frais de transport. Le jour du scrutin, la téléphonie mobile a permis aux différents journalistes, principalement du secteur privé, de communiquer les tendances des résultats directement à leurs rédactions respectifs ou à l'antenne rendant ainsi quasi-impossible toute action frauduleuse qui pourrait être source de tensions. Selon l'IPAO, « *l'utilisation du téléphone portable par les journalistes de la radio Walfadjri FM permet, par l'intervention en direct des reporters sur le terrain, d'assurer 46 éditions d'informations ainsi que dur direct 24H/24 le jour du second tour du scrutin* »<sup>8</sup>. Ces outils technologiques ont également permis au Syndicat des journalistes de mettre à leur disposition des moyens de communication pour les joindre à tout moment en cas de problèmes liés à leur sécurité (pressions, menaces, agressions, ...). Après ces élections, une enquête de l'institut BDA, avait souligné le fait que les organes de presse ayant assuré la meilleure couverture médiatique étaient ceux ayant doté leurs journalistes de moyens importants. Ce fut également le cas pour la Présidentielle de 2007 avec un peu plus de visibilité des journaux en ligne comme *Seneweb*, des blogs de journalistes,...

En 2012, à l'heure des smartphones, et dans un contexte de démocratisation importante de l'accès à Internet, des réseaux sociaux, etc., de nouvelles pratiques voient le jour. Les acteurs politiques et médiatiques sénégalais sont désormais présents sur les réseaux sociaux comme Twitter et Facebook, à des degrés divers. Les uns y trouvant un moyen de rapprochement de l'élu avec les citoyens, de favoriser une « démocratie électronique », etc., les autres, y voyant une façon d'exercer un métier de façon plus moderne, plus rapide, une vitrine internationale, un gage de transparence, de fiabilité, etc. Il faut noter qu'en 2012, les utilisateurs d'Internet au Sénégal étaient de près de 2 millions (alors qu'ils n'étaient que 40.000 en 2000), représentant, selon l'Observatoire sur les Systèmes d'Information, les Réseaux et les Inforoutes au Sénégal (OSIRIS), environ 15.7% de la population nationale. On comptait plus de 694.220 inscrits sur Facebook et concernant la téléphonie mobile, le taux de pénétration était estimé à près de 95%

---

<sup>7</sup> Rieffel R., *Que sont les médias*, Editions Gallimard, 2005.

<sup>8</sup> IPAO, Médias et élections au Sénégal, la presse et les NTIC dans le processus électoral, NEAS, 2001

avec un nombre d'abonnés de 12 721 745 sur une population de 13 932 586 d'habitants<sup>9</sup>. Parallèlement, les journaux en ligne se multipliaient, constituant ainsi la principale source d'information pour la diaspora sénégalaise. Ces facteurs ont fait des TIC un enjeu important et nouveau dans la Présidentielle de 2012, conduisant plusieurs acteurs, politiques et médiatiques à en faire des usages divers et variés avec des objectifs nettement différents. Pendant la période de campagne, tous les candidats à l'élection présidentielle du Sénégal étaient présents sur Facebook avec au moins une page qui leur était consacrée. Ils ont ainsi eu l'opportunité de mieux se faire connaître, de partager leurs idées et de recueillir un plus grand nombre d'« amis » ou de « fans » susceptibles de leur accorder leur vote. Comme partout dans le monde, au Sénégal, les hommes politiques reconnaissent officiellement ou non à Internet et ses réseaux sociaux un certain pouvoir et vont même jusqu'à éprouver parfois une crainte à son égard. Les révolutions arabes, comme on aime à le rappeler, ont contribué à cette prise de conscience aussi minime soit-elle. Du côté des médias, la radio privée, le téléphone mobile et l'ordinateur que Moussa Paye qualifiait de trio magique au service « *de la transparence et de la sincérité du vote* » ont eu un rôle encore plus important avec l'utilisation grandissante des réseaux sociaux qui constituent une nouveauté dans le processus électoral sénégalais. On voit ainsi des initiatives telles que la mise en place de plateformes en ligne comme « *Sama baat* » (littéralement « ma voix ») par la société civile, ou « *Sunu 2012* » par des blogueurs sénégalais. Sur les réseaux sociaux, ces actions se sont traduites par la création d'espaces de diffusion d'informations, d'échanges, pour une meilleure transparence des élections. Des hashtags liés à ces plateformes sont apparus sur Twitter. Les médias traditionnels ont également utilisé les réseaux sociaux en proposant des hashtags lors d'émissions transmises en direct et durant lesquelles les réactions des internautes étaient reprises et commentées suscitant des questionnements et débats. C'est le cas de la TFM, 2STV, etc. Des journalistes tels que Pape Alé Niang de la 2STV sont très présents sur facebook et twitter. C'est ce que souligne Mamadou Ndiaye: « *les journalistes ont beaucoup utilisé « skype » pour diffuser les informations, notamment à la TFM. Les groupes de presse ont pu ainsi améliorer la qualité de leurs informations, de leurs publications. L'association des professionnels de l'information en partenariat avec le CESTI a mis en place un système de mutualisation. Les promoteurs, sachant qu'ils n'avaient pas les moyens de couvrir toutes les régions, ont créé une plateforme de mutualisation d'informations. Toutes les institutions membres de l'appel pouvaient puiser des informations à partir de ce serveur. Il y a eu aussi la publication des résultats sur You*

---

<sup>9</sup> ARTP, Septembre 2013

*tube, sur les réseaux sociaux. On a fait du « liveblogging » et 30 mn après on savait que Wade était battu. Déjà on avait vu sur Internet que Macky avait gagné en Europe, en Afrique du Sud. Par rapport à l'instantanéité, c'était important. Les TIC ont apporté de la vitesse. On n'a pas attendu 5 jours pour connaître les résultats et avant 20H30 tout le monde savait que Macky avait gagné ». Toutes ces initiatives ont rencontré un succès relativement important dans un contexte marqué par une forte contestation de la candidature du président sortant Abdoulaye Wade. Des messages appelant à se mobiliser contre cette candidature se sont multipliés sur la toile au cours de la période de pré-campagne et ont laissé place progressivement à des messages pour plus de participation des citoyens au vote, puis pour une diffusion des résultats à temps réels, aussi bien par des journalistes professionnels que par des amateurs. Dans l'optique de garantir des élections libres et transparentes, les plateformes comme « Sunu 2012 » proposaient un suivi en temps réel du déroulement du vote sur l'ensemble du territoire sénégalais. Plusieurs groupes comme Y en a marre, très connu pour sa mobilisation contre la validation de la candidature d'Abdoulaye Wade, ont également diffusé à travers des photos, vidéos et messages l'atmosphère dans les bureaux de vote et décrit l'évolution du scrutin tout au long du vote :*

***Yenamarre1:** #sunu2012 Abdoulaye Wade s'apprête à voter, plusieurs de ses militants sont sur place. [Twitter]*

***SUNU2012:** Il ne reste plus qu'une heure de temps pour la fermeture des bureaux de vote dans l'ensemble du territoire sénégalais. Nos correspondants et E-Observateurs sont tous déjà en place pour nous remonter les résultats dans les meilleurs délais.*

Cependant, l'appropriation des TIC par les journalistes sénégalais reste limitée à cause de différents facteurs tels que la méfiance et l'insuffisance de connaissances sur ces outils. Depuis plus d'une dizaine d'années, Internet est de plus en plus accessible au Sénégal mais un certain retard se fait sentir quant aux usages par les différents acteurs. C'est ce que souligne Henriette Kandé en ces propos : « Après 2000, il y a eu le référendum de la constitution de 2001 et cette constitution avait tourné sur le net et des gens qui étaient intéressés allaient le chercher, lisaient, en prenaient connaissance, etc. Entre 2000 et 2007, il y a cette presse, des sondages, des choses sur le vif, de dernière minute. Après il y a les réseaux sociaux. Les politiques ont des pages Facebook mais je ne les ai pas encore vus sur Twitter. Tout ça parce que la classe politique est vieille. Elle ne reflète pas la jeunesse de la population. Parfois ils ne savent même pas ce qui se passe sur leurs pages. Les journalistes aussi sont de plus en plus présents sur les réseaux sénégalais. Je suis très curieuse des choses ou de la chose

*politique, notamment en France mais là je vois que les sénégalais ont encore du chemin à faire dans ce domaine* ». Dans ce contexte, la Présidentielle de 2012 marque un moment important dans la sphère médiatique puisque les progrès technologiques ont atteint au Sénégal, à l'instar du monde entier, un niveau où les enjeux se multiplient, où l'idée du « tous journalistes »<sup>10</sup> pose question et la frontière entre le journalisme dit « professionnel » et le journalisme « amateur » est de plus en plus difficile à déceler.

### ***Usage des TIC, une évolution des pratiques journalistiques ?***

L'usage des TIC entraîne des changements dans les conditions d'exercice de l'activité humaine, notamment dans des pays africains. Et même si l'accès aux outils technologiques ne s'est pas autant développé en Afrique que dans les pays occidentaux, les mutations qu'ils ont causées ne peuvent être négligées. Au Sénégal, c'est particulièrement l'Internet et la téléphonie mobile qui ont été à l'origine des plus importants bouleversements, aussi bien dans la vie quotidienne des citoyens que dans toute autre sphère. Concernant, l'Internet, les premières initiatives datent du début des années 90 même si l'utilisation est longtemps restée marginale et souvent faite dans les organisations internationales, les ONG et institutions étatiques. Un des secteurs où ces changements ont été le plus perceptibles est celui des médias. D'abord l'utilisation du fax et de la téléphonie a profondément changé les conditions de travail mais c'est l'arrivée d'Internet qui a été le bouleversement majeur dans la profession aussi bien dans la production que dans la diffusion des informations comme le souligne A. J. Coly : *« la publication assistée par ordinateur a profondément bouleversé les schémas traditionnels de fabrication du journal, amoindri les coûts et remodelé le visage des rédactions de presse. Elle a permis la suppression de toute la chaîne de sous-traitance prépresse allant de la copie manuscrite, à l'unité de composition jusqu'au montage des pages. Le résultat fut un gain de temps substantiel dans la fabrication du journal et une réduction des charges de réalisation technique et du personnel »*. En effet, les progrès technologiques ont permis aux professionnels des médias de disposer de moyens plus adaptés et leur ont donné une plus grande visibilité. Cela a contribué à favoriser leur indépendance et à exercer dans de meilleures conditions leur métier notamment en période électorale où ils ont pu contribuer à la transparence des scrutins. Cependant, à l'heure du numérique où la diffusion de l'information n'est plus monopolisée par les médias traditionnels et où chaque citoyen a la possibilité de s'exprimer autant qu'il le souhaite sur les réseaux sociaux, il est de plus en plus à la portée de tous de se réclamer « journaliste » même si pour beaucoup la question

---

<sup>10</sup> Pélissier, N. et alii, « Tous journalistes : les établissements de formation au défi du web participatif », Les Cahiers du journalisme

de la légitimité fait la différence. A l'instar d'Aurélié Aubert qui a eu à évoquer la différence de pratiques entre les journalistes professionnels et les amateurs, plusieurs chercheurs estiment que le rapport aux sources est une des questions centrale alors que les « journalistes-citoyens » le négligent souvent pour privilégier des informations issues du web ou de leurs propres expériences. Les recherches et débats actuels sur le sujet incitent à la prudence, notamment lorsqu'il s'agit d'aborder la question des vertus et effets des TIC sur les processus électoraux de démocraties « en construction », de leurs usages et pratiques dans le champ professionnel des journalistes. Des pratiques douteuses et souvent la tentation à l'extrapolation de la part d'un certain nombre de professionnels interrogent sur leur responsabilité, leur éthique et déontologie, leur statut, etc. face à l'essor grandissant des TIC. Comme l'indique Henriette Kandé, historienne et journaliste *« il faut prendre les choses avec précaution. Il y a eu pendant la campagne électorale, une histoire sur un diner qu'aurait partagé Karim Wade avec les journalistes. Cet article avait été repris par tous les sites. Il n'y a eu aucune vérification dans la livraison de l'information et je ne sais pas exactement dans quel but cela a été fait mais il a fallu que les personnes citées démentent d'elles-mêmes. Donc, la course à l'information, au scoop fait qu'il y ait beaucoup plus de problèmes sur Internet, à la radio, à la TV. »*.

Les TIC et plus particulièrement les médias sociaux offrent certes de nouvelles possibilités d'interaction aux acteurs politiques, mais il faut souligner que ces outils ne sont pas utilisés de la façon la plus efficace possible au Sénégal. Cela pourrait s'expliquer par l'absence d'étude approfondie sur leur impact dans le choix de vote par exemple. De ce fait, peu d'hommes politiques ont, de façon certaine, foi en leur capacité d'influer sur les élections dans un pays marqué par un faible taux de pénétration d'Internet et un fort taux d'analphabétisme. Selon Mamadou Ndiaye, la Présidentielle de 2012 a permis de constater que *« le fait d'être « bon » sur les réseaux sociaux ne signifiait pas que les gens allaient voter pour vous. Par exemple, Cheikh Bamba Dièye, Ibrahima Fall, Idrissa Seck étaient très populaires sur Facebook mais leurs résultats n'étaient pas très bons. Il faut savoir d'une part que ce ne sont pas les politiques eux-mêmes qui gèrent leur compte, d'autre part, lorsque vous payez, vous pouvez être encore plus populaire en ayant beaucoup de fans. En faisant de la publicité sur le net en payant 1 dollar par jour par exemple, on a plus de visibilité. Le profil d'Ibrahima FALL était géré par un jeune qui était à Paris mais la popularité ne s'est pas reflétée dans les urnes. Les réseaux sociaux peuvent faire connaître quelqu'un, mais ils ne font pas l'élection. C'est le principal enseignement en 2012 les concernant »*.

Les TIC modifient certes les pratiques journalistiques et il est impossible de ne pas en tenir compte mais il faut éviter de verser dans « *l'utopie de la technique* » en relativisant ses effets sur les processus électoraux et en s'interrogeant sur les réalités sociales et les contextes dans lesquelles elles se développent. Ce dernier point, relatif aux spécificités locales, est celui qui requiert une attention particulière, dans une perspective d'approfondissement de l'analyse des usages des TIC par les journalistes.

### **Bibliographie**

- COLY Alain Just, 2005, *Écrire sur les enjeux des Tic*, Dakar, IPAO, 47p.
- IPAO, 2001, *Médias et élections au Sénégal, la presse et les NTIC dans le processus électoral*, NEAS, 324 p.
- Kiyindou A., 2010, « *Les médias africains à l'heure du numérique* », Lenoble-Bart A. et Chéneau-Loquay A. (dir.), *Communication et organisation*, n°37 | 183-184.
- Momar-Coumba Diop (éd.), 2013, *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade. Le Sopi à l'épreuve du pouvoir*, Dakar - Paris, Cres - Karthala, 835 p
- Pélissier, N. et alii, 2010, « Tous journalistes : les établissements de formation au défi du web participatif », *Les Cahiers du journalisme*, n°21, pp.176-190.
- Rieffel R., 2005, *Que sont les médias*, Editions Gallimard, 539 p.
- Trédan O. (2007), « le journalisme citoyen », en ligne : un public réifié ? *Hermès*, n°47, p. 115-122